

NOUS AVONS DES DROITS !

**Ensemble faisons les respecter,
Ensemble faisons NOUS respecter !**

**Nous avons connu les annonces fracassantes : « contre la fracture sociale »,
« le changement c'est maintenant! »**

Mais les gouvernements se succèdent et sous la pression des intérêts des multinationales, des institutions bancaires et économiques (BCE, FMI..) les mêmes politiques se succèdent et provoquent des ravages dans nos vies.

Le « pacte de responsabilité » confirme les choix d'une politique économique libérale. En annonçant la suppression du versement des 30 milliards de cotisations sociales de la branche famille qui étaient versées par les employeurs, le gouvernement s'attaque à notre modèle de protection sociale.

Ce manque à gagner sera supporté à terme par les ménages, aggravant encore la misère sociale dans notre pays qui compte aujourd'hui plus de 5 millions de chômeurs, 10 millions de pauvres, dont 3,5 millions d'enfants et plus de 15 millions de personnes touchées par la précarité

Le libéralisme organise un partage de plus en plus inégalitaire des richesses produites, la confiscation au profit du patronat et des actionnaires d'une partie plus importante de la rémunération due aux salariés, le chômage et la précarité, la destruction de la protection sociale, des services publics.

Il ne peut pas y avoir de contreparties négociées à une telle attaque contre les droits sociaux : ce pacte doit être combattu avec les organisations syndicales qui s'inscrivent dans une telle démarche.

Le chômage et la précarité continuent de progresser : 1 actif sur 6 est maintenant sans emploi !

Mais comment la situation de l'emploi pourrait elle s'améliorer :

- Si en 2014, la valeur du point d'indice est gelée pour la 4^{ème} année consécutive ?
- Si la perte de pouvoir d'achat s'aggrave encore ? Nous avons perdu 16% de salaire net en 14 ans ; chaque fonctionnaire perd maintenant l'équivalent de 1,9 mois de salaire par an.
- Si les salariés doivent travailler plus longtemps pour avoir une retraite (62 ans et 166 trimestres, puis 172 trimestres) bloquant ainsi l'accès à l'emploi aux plus jeunes ?

Un nouveau mauvais coup se prépare avec « le pacte de responsabilité »

Quelques rappels des cadeaux fiscaux déjà attribués aux plus grosses sociétés :

- Crédit impôts recherche : **20 milliards d'exonération**
- Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, **13 milliards d'exonération en 2014, 20 milliards en 2015**, sans contrepartie ni contrôle.

Pour financer ces exonérations, le 1^{er} janvier, la TVA l'impôt le plus injuste, est passé de 19.6 à 20% et pour le taux intermédiaire de 7% à 10%. Les 2/3 de cet effort sont supportés par les ménages les plus modestes.

Et maintenant place au pacte de « responsabilité » :

1^{ère} mesure : le gouvernement va accorder au MEDEF la suppression de sa cotisation à la branche famille de la protection sociale (5,4%). C'est à dire un cadeau de 30 milliards d'euros tous les ans.

Le MEDEF promet 1 million d'emplois en échange. En 1986, le syndicat patronal avait promis 400 000 emplois si le gouvernement supprimait l'autorisation administrative de licenciement !

On se rappelle le résultat ! RIEN !

2^{ème} mesure : pour financer ce nouveau trou dans les finances publiques, l'Etat a annoncé qu'il économiserait 50 milliards sur le budget de la Nation

En clair, le point d'indice sera bloqué pendant toutes les années à venir, des milliers de postes seront encore supprimés et les administrations territoriales sont particulièrement dans le collimateur du gouvernement. Les dotations aux collectivités territoriales vont dramatiquement diminuer.

Comment dans ces conditions continuer à rendre un service public local de qualité ?

CA SUFFIT !

LE 18 MARS, JE FAIS ENTENDRE MA VOIX.

JE FAIS GREVE ET JE MANIFESTE AVEC LA FSU, LA CGT, FO ET SOLIDAIRES

Pour les salaires, l'emploi et la protection sociale

Tous UNIS pour être PLUS FORTS